

Section de Vaucluse

www.fo-dgfip-sd.fr/084/

DECLARATION LIMINAIRE CTL du 26 février 2015

Monsieur le Président,

A l'ordre du jour de ce CTL figure l'adaptation des horaires d'ouverture au public dans notre département.

Alors même que la fusion DGI/DGCP, dont les personnels n'ont jamais voulu, a été mise en place dans le but affiché d'une amélioration du service au contribuable et à l'usager, de telles réductions d'ouverture au public témoignent désormais d'un véritable aveu d'échec de cette fusion. L'administration se trouve dans l'incapacité de tenir ses propres engagements et n'a rien d'autre à proposer que des fermetures partielles afin de soulager les personnels qui n'en peuvent plus d'exercer leur mission de service public dans un contexte toujours plus pénible.

FO-DGFIP 84 considère :

- que ce choix ne correspond pas à la conception du service public républicain que défend notre syndicat,
- que les restrictions d'horaires d'ouverture ne peuvent constituer qu'un palliatif immédiat aux suppressions et vacances d'emplois qui sont à l'origine de nos maux,
- que ces réductions se font dans la précipitation et dans l'impréparation,
- que l'accueil physique ne sera que reporté sur les autres jours,
- que rien n'a été prévu pour l'accueil téléphonique les jours de fermeture au public.

Les moyens budgétaires prévisionnels de 2015, toujours en baisse d'année en année, les suppressions et vacances d'emplois, inquiètent **FO DGFIP 84** pour l'avenir des missions des agents du département.

Tant que des emplois continueront de disparaître, le réseau continuera d'être menacé, puis démantelé, comme le prévoit sans mystère la démarche stratégique.

Pourtant, ce n'est pas faute de dénoncer, nationalement et localement, qu'il n'y a plus assez d'agents dans les services pour assurer le service public républicain, normalement et sereinement ! Les élus **FO DGFIP 84** continuent d'exiger le recrutement immédiat du personnel nécessaire au bon exercice des missions.

Pour FO DGFIP c'est très clair : il n'y a pas de République sans Service Public.